

« Les Français savent que la vie, ça n'est pas "En même temps" »

DAVID LISNARD, FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY. L'un est maire de Cannes, l'autre député européen. Tous deux incarnent une forme de renouveau au sein du parti Les Républicains. Invités par la fédération de Haute-Corse, ils sont aujourd'hui en visite en région bastiaise*



François-Xavier Bellamy (à gauche) et David Lisnard sont pour la tenue de primaires à droite.



HANS LUCAS VIA AFP/ PABLO PORLAN & ERIC DERVAUX

Le gouvernement s'apprête à mettre en place un pass sanitaire pour freiner la progression du Covid. Sur ce dispositif, il semble que vos avis ne soient pas tout à fait les mêmes.

François-Xavier Bellamy : Je crois en fait que nous avons des avis complémentaires. Ce pass sanitaire, de mon point de vue, c'est d'abord le signe de l'échec de l'État et de son incapacité à vacciner en priorité ceux qui en ont le plus besoin. On est aujourd'hui le dernier pays d'Europe sur la vaccination des personnes à risque. Pour moi, c'est là que se situe la priorité et je crois que le pass sanitaire constitue une forme particulièrement inquiétante de restriction des libertés qui s'est imposée parce qu'on n'a pas réussi à déployer une vraie couverture vaccinale.

David Lisnard : Depuis le début de la crise, on a un exécutif très emphatique dans l'annonce et très hésitant et contradictoire dans l'exécution, ce qui révèle une absence de politique sanitaire cohérente. Je pense que le pass sanitaire, s'il est limité dans le temps et dans l'espace et s'il est mis en œuvre dans des endroits où on peut le faire appliquer, est une mesure efficace. Mais le fait de vouloir, tout d'un coup, l'instaurer à la terrasse des bistros est absurde.

Au fond, ce pass sanitaire n'est-il pas une de ces demi-mesures auquel le pouvoir politique, trop pusillanime pour imposer des choix vraiment coercitifs, nous a habitués ?

D.L. : Je crois que la gestion de cette épidémie, dans son ensemble, révèle une crise profonde de la chose publique en France. La façon dont le pass sanitaire a été amené est l'expression la plus aboutie de ce « en même temps » dont on voit

le débat pour le ramener à une seule alternative : « Si vous n'êtes pas avec moi, vous êtes des extrémistes irrationnels. »

F.-X.B. : Je ne crois pas, de mon côté, que l'État s'interdise toute mesure coercitive. La manière dont le pass sanitaire va être déployé est très coercitive. Cela dit, je vous rejoins sur un point : l'État se décharge de sa mission sur les citoyens. On va demander aux garçons de café de contrôler les bonnes pratiques vaccinales des gens. Si le gouvernement considère que la vaccination est indispensable pour sortir de l'épidémie, qu'il prenne ses responsabilités et qu'il contrôle lui-même.

« On a un exécutif très emphatique dans l'annonce et très hésitant dans l'exécution »

Revenons un instant sur les élections régionales. La droite sort renforcée de ce scrutin. Le risque

d'un dépeçage par LREM d'un côté et par le RN de l'autre, est-il pour autant écarté ?

D.L. : Il n'y a aucune fatalité à ce dépeçage. Nous avons un corpus de pensée et de propositions qui correspond à une réalité sociologique majoritaire : celle des Français qui croient au travail, au mérite, à la justice, à l'autorité bien orientée de l'État, à la liberté de création... Cette victoire aux régionales est la victoire d'une ligne politique - celle qui a consisté à refuser les alliances qu'on a voulu nous imposer - et d'un savoir-faire local qui nous a permis de mobiliser un électorat. Mais il faut rester vigilants. Les prochaines semaines doivent être mises à profit pour montrer la force de nos convictions et notre capacité à mettre en œuvre nos propositions si nous gagnons la présidentielle et les législatives.

F.-X.B. : Cette élection a montré l'absurdité du scénario qu'on a voulu nous imposer : Macron ou Le Pen. La réalité c'est que, au regard du nombre d'inscrits, le parti présidentiel a recueilli 3 % des suffrages et que le RN est en perte de vitesse. Aujourd'hui,

c'est un sentiment de responsabilité qui pèse sur nous. En matière éducative, budgétaire, migratoire, économique... le quinquennat qui s'achève n'a résolu aucun des problèmes de la France. Il devient urgent d'avoir une majorité pour agir et pour sortir du « en même temps ». Les Français le voient bien : la vie ce n'est pas « en même temps » c'est plutôt, comme dirait le philosophe Kierkegaard, « ou bien, ou bien ».

Puisque vous évoquez la présidentielle, êtes-vous favorables à la tenue d'une primaire à droite ? N'est-ce pas un mécanisme contre-productif ?

D.L. : Pendant longtemps, la primaire de la droite a eu lieu au premier tour : Giscard contre Chaban, Chirac contre Balladur... Aujourd'hui, avec l'existence du RN et d'un bloc d'extrême gauche, ce n'est plus possible. Lorsqu'il y a plusieurs personnalités légitimes, on est obligé d'en passer par une primaire. À titre personnel, je m'en passerais volontiers mais, à un moment donné, il faut être pragmatique.

F.-X.B. : J'ajouterais une chose. Si on ne peut pas se contenter aujourd'hui de choisir un candidat derrière des portes closes, c'est aussi parce que notre parti politique a besoin d'un vrai débat sur les idées. Au-delà des hommes, la question c'est : quelle ligne va être la nôtre à cette élection ? Je crois sincèrement qu'aujourd'hui nous n'avons rien à craindre d'une discussion ouverte entre nous. Je ne vois pas en quoi cela pourrait nous fragiliser.

Il faudra malgré tout résoudre le problème posé par le refus de Xavier Bertrand de participer à cette primaire...

D.L. : C'est un peu de la politique-fiction, mais je crois profondément au sens des responsabilités des candidats potentiels. Je crois qu'il va y avoir la désignation du candidat LR au mois de novembre et que, dans les mois qui suivront, il y aura des discussions entre la personnalité qui a émergé et Xavier Bertrand. Je crois qu'à l'approche du

premier tour, tout le monde se montrera responsable et que personne ne voudra être le Taubira ou le Chevènement (*candidats de gauche venus concurrencer Lionel Jospin à la présidentielle de 2002, ndlr*) de la droite.

F.-X.B. : Bien sûr, il y aura un seul candidat à droite. Tout le monde sait que, sans cela, nous ne serons pas présents au second tour. Cela dit, je crois que c'est une question presque annexe.

La politique est certes une affaire de personnes, mais les Français aujourd'hui se posent d'autres questions : est-ce qu'on va pouvoir reconstruire les conditions d'une sécurité réelle ? Est-ce qu'on va pouvoir préserver notre mode de vie ? Transmettre notre culture ? Préserver notre environnement ? Est-ce qu'on va réussir à sortir de cette fuite en avant dans une mondialisation devenue folle ?

Il faudra aussi parler de l'Europe. Comment ressort-elle de cette

crise ? Affaiblie ou renforcée ?

F.-X.B. : Elle en sort en tout cas avec des enseignements à tirer d'urgence. Ce que les Français et les Européens ont constaté pendant cette crise, c'est qu'on manquait de tout pour faire face à une crise comme celle-ci. On a vu les pays européens se voler entre eux des stocks de masques sur les aéroports chinois. On a vu que notre incapacité à produire ce dont nous avons besoin est la source d'une très grande fragilité. Il faut relancer la production industrielle, surtout dans les secteurs stratégiques. C'est un vrai défi pour l'Europe, c'est un vrai défi pour la France en particulier.

D.L. : Je crois en effet qu'il est temps de concevoir l'Europe comme un levier de puissance et non plus comme un étai de contraintes. À quoi sert-il de constituer un marché de 450 millions de personnes si on n'est pas capables de passer commande de manière optimale en termes

de quantité comme de prix ? On vante le plan de relance européen mais les Français doivent le savoir : la France va recevoir 40 milliards d'euros d'aides, quand l'Italie va en recevoir 69, mais elle va également se porter caution à hauteur de 67 milliards d'euros d'emprunts. À quoi ça sert ? Là encore, le président de la République n'a pas été performant ?

Au début de l'été, on a beaucoup parlé des problèmes de violence de la société française. Qu'est-ce qu'on peut faire ?

F.-X.B. : Cet ensauvagement dont on a parlé alors est une réalité. Le recul de la culture, produit toujours le contraire de la culture : une violence brute qui touche de nombreuses zones de notre territoire et qui fait pour victimes

premières les jeunes eux-mêmes directement touchés par cette crise de l'éducation. On ne ré pondra pas à ce problème

de violence uniquement par des mesures de sécurité. Il faut renforcer la sécurité, apporter des réponses judiciaires rapides et efficaces mais, à la fin, il y a aussi un défi éducatif qui est majeur.

D.L. : On a un bon indicateur en matière de violence, c'est le nombre d'homicides par habitant.

De ce point de vue, depuis le Moyen-Âge, la société française n'avait fait que se pacifier. Or cette tendance s'est récemment inversée, au cours des onze dernières années, le nombre d'homicides a augmenté de 12 %. C'est un renversement civilisationnel majeur. Il faut impérativement retrouver de la cohésion nationale, retrouver un sentiment d'appartenance au même groupe. De ce point de vue, l'instruction, l'éducation, la culture, tout ce qui permet aux individus de s'élever et de transcender leur condition sociale ou leurs origines sont

essentiels. Parallèlement, il faut être capables de sanctionner. Il n'est plus possible d'adapter la politique pénale à la pénurie de places de prison.

Vous allez participer ce matin à une table ronde sur un thème sur lequel vous avez tous deux écrit : la culture. N'est-il pas naïf de penser que sa promotion permettra de répondre aux problèmes de notre temps ?

D.L. : C'est penser le contraire qui n'est pas réaliste. Regardez comme le déclin de notre pays et sa violence croissante se font dans un contexte de déclasserement culturel et éducatif. Ce n'est pas la seule réponse, on l'a dit, mais le renouveau culturel par le haut et pour chacun est une condition *sine qua non* d'apaisement de la société et de cohésion de notre nation.

Par les enjeux économiques et sociaux que représente le secteur de la culture, mais aussi par l'ardente nécessité de retrouver de la cohérence civilisationnelle, face aux distorsions identitaires, au déterminisme social et aux délires des racistes et autres *woke*, il nous faut comme peuple un patrimoine culturel commun.

F.X. : Je suis tout à fait d'accord. La culture n'est pas tout, bien sûr ; elle ne dispense pas d'une politique économique solide, d'une reconstruction de notre sécurité, d'une maîtrise de l'immigration : tous ces sujets doivent être traités pour apaiser les tensions qui traversent notre société. Mais nous ne retrouverons jamais notre unité si nous ne retrouvons pas la culture qui la fonde. Les Corses savent combien rien n'est plus important, pour préserver nos liens, que de savoir que nous appartenons à une culture commune.

PIERRE NEGREL

* David Lisnard et François-Xavier Bellamy seront présents à partir de 10 h 30, ce matin, au musée archéologique de Mariana à Lucciana, où ils participeront à une table ronde sur le thème « La culture comme condition de survie de notre monde ». À partir de 15 heures, ils seront à la librairie Papi pour une dédicace de leurs derniers ouvrages.